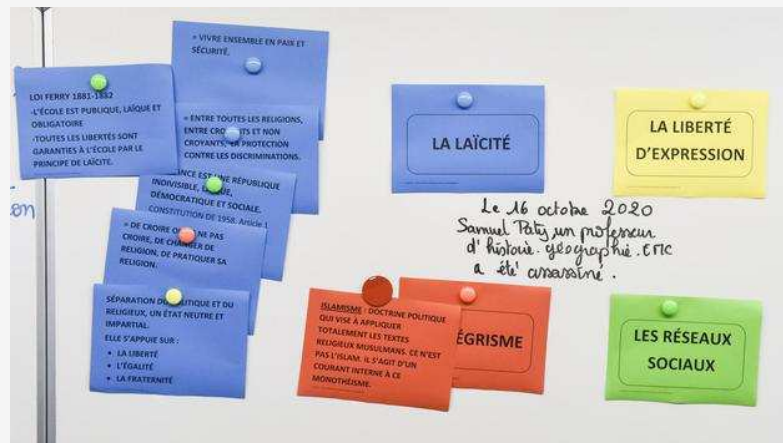




## Laïcité: «Un enseignant sur quatre se censure plusieurs fois par an»



FIGAROVOX/ENTRETIEN - Iannis Roder, qui a enseigné de nombreuses années dans des quartiers difficiles et dirige l'Observatoire de l'Éducation de la Fondation Jean Jaurès, a conduit avec l'IFOP une enquête révélant l'inquiétude de nombreux enseignants face au séparatisme religieux à l'école.

*Iannis Roder est professeur agrégé d'histoire. Il enseigne depuis 1999 dans un collège ZEP de Seine-Saint-Denis, et dirige l'Observatoire de l'Éducation de la Fondation Jean Jaurès. Il vient de conduire une enquête (IFOP / Fondation Jean Jaurès) à ce sujet.*

**FIGAROVOX.- Vous venez de publier avec la Fondation Jean-Jaurès et l'Ifop une grande enquête «Les enseignants de France face aux contestations de la laïcité et au séparatisme». À la question «Vous est-il déjà arrivé de vous autocensurer dans votre enseignement sur ces sujets?», 49 % des professeurs sondés répondent oui. Ce chiffre est en hausse significative depuis deux ans (+ 13 %). Comment expliquer cette augmentation relativement soudaine?**

**Iannis Roder.-** En réalité, plus que le taux de 49 % de professeurs, qui correspond au total des professeurs qui se sont déjà autocensurés au moins une fois durant leur carrière, les taux de professeurs le faisant régulièrement (5 %) ou «de temps en temps» (22 %), ce que nous pouvons traduire par «plusieurs fois au cours de l'année scolaire», représentent 27 % soit plus d'1 professeur sur 4. C'est plus du double de ce que nous observions dans une enquête similaire auprès des enseignants en 2018 (13 %). C'est là que se situe notre inquiétude car ces taux témoignent d'une aggravation de la situation. Il y a plusieurs hypothèses que nous pouvons avancer: la première est que les enseignants, après l'horreur de l'assassinat de Samuel Paty, n'hésitent plus à dire la réalité de ce qu'ils vivent. Nous avons d'ailleurs été frappés par cette libération de la parole enseignante, notamment dans la presse, après l'assassinat du professeur. C'est cela, entre autres choses, qui nous a donné l'idée d'ajouter ce volet à notre enquête de fond sur les enseignants dont les volets suivants seront publiés dans les prochaines semaines. La seconde hypothèse nous renvoie à l'idée que des considérations religieuses parfois agressives créent des ambiances peu propices à la sérénité des enseignants et semblent provoquer une défiance entre des enseignants et leurs élèves sur ces questions, défiance qui semble donc s'être renforcée entre 2018 et aujourd'hui.

La prégnance de la religion dans la vie de certains jeunes et dans leur vision du monde paraît si importante qu'ils semblent de moins en moins capables de la mettre de côté dans l'école de la République, de moins en moins capables d'écouter, d'accepter des enseignements qui iraient, selon eux, à l'encontre de leurs croyances et représentations. C'est un signe, parmi d'autres déjà

mis en lumière par les recherches de Gilles Kepel, Bernard Rougier ou encore Hugo Micheron, de la progression, chez de jeunes Français musulmans, d'un islam radical, intransigeant et rigoriste, absolutiste comme disent Anne Muxel et Olivier Galland. Les récentes enquêtes sur le sujet montrent également une poussée, notamment chez les jeunes, de la prégnance de la religion. Ainsi, par exemple, 26 % Français musulmans de moins de 25 ans ne condamnent pas les auteurs de l'attentat de Charlie-Hebdo et 74 % d'entre eux font passer leurs convictions religieuses devant les lois de la République («Droit au blasphème, caricatures, liberté d'expression: les Français sont-ils encore Charlie?», Étude Ifop pour Charlie Hebdo, août 2020).

Ce qui couve depuis des années maintenant tend à se manifester davantage car il s'agit de l'expansion d'une vision du monde qui vient heurter de plein fouet l'école qui est le vecteur des valeurs républicaines et démocratiques et qui vise à émanciper les esprits. L'histoire connaît toujours des temps de maturation et d'accélération. Il faut donc aujourd'hui que la formation des enseignants prenne en compte cette réalité qui s'installe dans le paysage scolaire français comme elle s'installe dans la société. L'école n'est pas étanche et, bien au contraire, est une cible. Il faut espérer que nous l'avons aujourd'hui tous compris.

**Au total, 59% des enseignants ont observé de la part d'élèves de leur établissement actuel au moins une fois une forme de «séparatisme religieux». De quoi parle-t-on exactement? Vous avez-vous-même été enseignant en REP. Vous est-il déjà arrivé de vous censurer?**

Ce que l'enquête entend par «séparatisme religieux», c'est tout acte ou manifestation qui a pour conséquence un refus d'activité, une revendication particulière, une contestation d'enseignement au nom de convictions religieuses. Nous retrouvons ainsi des contestations d'enseignements ou de contenus d'enseignement qui peuvent concerner les cours d'Éducation physique et sportive (EPS), notamment par des jeunes filles qui font valoir des certificats médicaux afin d'éviter la piscine mais aussi les cours abordant la laïcité ou encore des cours de sciences par exemple. Les problèmes apparaissent également quand s'expriment des demandes ou réclamations particulières liées au respect de certains préceptes religieux, notamment la restauration scolaire avec la demande de repas confessionnels (ex: Halal ou Casher), demande que l'école laïque ne satisfait pas. Il est aussi question de contestations d'activités pédagogiques, par exemple lors de sorties scolaires et de la question du port de signes ou de tenues par lesquels des élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse (ce qui est interdit par la loi de 2004). L'autocensure des enseignants devient plus importante.

Notre enquête, au-delà des 59% d'enseignant qui disent avoir déjà rencontré une forme de séparatisme religieux dans leur établissement actuel, nous apprend que 24% des professeurs, soit 1 enseignant sur 4, connaît «régulièrement» ou «de temps en temps» des contestations de ses enseignements (+9 points par rapport à 2018), témoignant en cela d'une situation qui se tend, d'abord dans les établissements situés en REP et dans les banlieues populaires, mais pas uniquement car nous observons que ce sont tous les territoires, scolaires comme géographiques, qui sont aujourd'hui concernés. Par conséquent, face à une extension des phénomènes de contestation, l'autocensure des enseignants devient plus importante. Mon cas personnel importe peu, en revanche, il est intéressant de se pencher sur ce qui pousse des enseignants à l'autocensure.

De fait, certains, afin d'éviter une possible déstabilisation de la classe, face à ce qui les obligerait à répondre pied à pied à des contestations, des manifestations de mauvaise humeur voire pire, préfèrent se taire et éviter d'aborder certains sujets. Est-ce de la peur? C'est possible dans certains cas mais il me semble qu'il s'agit davantage de petites reculades, de petites démissions, parfois par lassitude et fatigue, ce qui est compréhensible tant certaines situations sont difficiles. C'est ainsi qu'on peut finir par acheter la paix sociale en évitant certains sujets, soit que l'on considère que le jeu n'en vaut pas la chandelle, c'est-à-dire qu'on ne va pas risquer une confrontation pour ce qu'on n'estime pas si important que cela, soit enfin qu'on ne se sent plus investi de la mission édicatrice républicaine qui fait pourtant partie intégrante de sa mission. Cette dernière hypothèse, plus dure à entendre et donc à accepter, ne peut être tue. Il reste une dernière hypothèse qui tient à deux éléments étroitement liés: le manque de formation des enseignants aux questions religieuses qui se double, pour beaucoup, d'une méconnaissance, voire d'une ignorance

des pratiques mais aussi des conceptions du monde induites par les croyances. Les enseignants ne sont pas extérieurs à la société, laquelle est très largement sécularisée et a du mal à appréhender ce que croire signifie, cherchant souvent à rabattre sur les croyances, notamment de type absolutiste, des considérations économiques et sociales, comme si la croyance et l'identité qui l'accompagnent ne pouvaient être que la conséquence d'une détresse sociale, comme si la croyance ne relevait aussi pas d'une dynamique propre. C'est une manière de ne pas prendre au sérieux le problème que de penser qu'il viendrait nécessairement d'ailleurs.

### **Les professeurs sondés se sentent-ils soutenus par leurs hiérarchies?**

Il est frappant de constater que 16% des enseignants disent ne pas déclarer les incidents dont ils sont les témoins, ni à leur direction d'établissement ni au rectorat. D'autre part, seuls 56% les déclarent à leur direction, soit un peu plus d'1 sur 2, c'est peu. Nous pouvons y voir là un manque de confiance dans les réponses apportées, ce que confirme en partie l'enquête car ils ne sont qu'une petite majorité (54%) à avoir trouvé un soutien total de la part de leur hiérarchie directe et pas moins de 30% à considérer que les réactions ont été trop complaisantes. Le besoin de soutien par les hiérarchies intermédiaires de l'éducation nationale se fait sentir, notamment dans les établissements en REP, où 40% des professeurs jugent trop complaisantes les réponses apportées. Aux yeux des enseignants, l'institution ne sera légitime que quand ils auront le sentiment qu'elle les protège.

Le besoin de soutien par les hiérarchies intermédiaires de l'éducation nationale se fait sentir.

Le discours du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, porte pourtant un discours très clair sur ces questions, répétant régulièrement que le «pas de vague» n'a pas lieu d'être et qu'il est fini le temps où l'on mettait «la poussière sous le tapis». Mais malgré ce discours volontariste et l'engagement personnel du ministre sur ces questions avec la mise en place des équipes Valeurs de la République dans les académies et du Conseil des sages de la laïcité, mais aussi la production, à sa demande, de précieux outils comme le Vademecum laïcité, il faut du temps pour faire évoluer une culture de la discrétion qui avait cour depuis 30 ans. D'autre part, les organisations enseignantes ne semblent pas toujours être sensibles à cet engagement du ministre pour la simple et bonne raison qu'elles mettent plus souvent en avant d'autres questions, notamment les revendications liées aux réformes (lycée, retraites, etc.), beaucoup plus présentes dans certains discours que les questions liées aux valeurs de la République. Cela illustre aussi la hiérarchie des priorités que certaines organisations choisissent d'établir. Il est difficile de savoir si cela correspond à ce qui se dit et se pense dans les salles de professeurs. Nous pourrions néanmoins apporter des éléments de réponse car un des volets futurs de notre enquête sur les enseignants portera sur le degré d'attachement au principe de laïcité.